



Militer Pour la Gauche!



3 FÉVRIER 2010

Nous vous remercions de nous avoir transmis votre lettre ouverte destinée à connaître nos positions sur les différents points que vous avez soulevés.

Nous sommes résolument favorables à une agriculture en rupture avec le "modèle" breton, qui est dans une impasse totale, et n'est même plus en mesure d'assurer un revenu à la plupart des agriculteurs, qui est destructeur d'emplois, et dont les dégâts sur l'environnement sont innombrables (pollutions des sols, de l'air, des eaux, algues vertes, et autres nuisances en mer -- comme le dynophisis--, destruction du bocage), et n'est capable de fournir que des aliments de médiocre qualité.

Nous vous transmettons un extrait de notre programme, qui décrit de manière plus détaillée , notre constat, ainsi que les pistes que nous mettrons en œuvre, une fois élus.

Pour la tête de liste, Laurence de Bouard,
un des référents sur les questions agricoles, Villemur Christian

LUAER pour Liste Unitaire Anticapitaliste et pour une Ecologie Radicale, et son slogan est : "Vraiment A Gauche".

Cette liste regroupe le NPA, des membres du parti de gauche, non autorisés par la direction nationale, regroupés dans une association " Militer pour la Gauche", et enfin les objecteurs de croissance (ADOC et MOC).

POUR UNE AGRICULTURE RADICALEMENT ECOLOGIQUE, EN RUPTURE AVEC LE PRODUCTIVISME CAPITALISTE

Un rapide bilan s'impose pour prendre la mesure de l'impasse totale dans laquelle se trouve l'agriculture , particulièrement dans notre région, même si notre constat est généralisable à tous les modes de production guidés par le seul souci de rentabilité capitaliste (ou antérieurement dans les sociétés dirigées par les dictatures prétendument communistes)

A) Bilan social: disparition de millions d'emplois , depuis les années 1960, on est passé de plus de 2 millions d'actifs à moins de 600000. Dans le même temps, on a réorienté le budget des ménages vers la consommation de biens et de services, en proposant des prix alimentaires de plus en plus bas, accélérant ainsi la paupérisation de la quasi totalité des agriculteurs, ne réussissant à survivre que grâce aux subventions de l'Europe (la part du budget alimentation est passé, en 40 ans de 40% à moins de 15% !), actuellement, ce sont 11 milliards d'€ affectés par la PAC, par ex: 370€ par hectare de maïs.

B) Bilan écologique : notre région est « célèbre » pour ses pollutions d'origine agricole, dont la partie émergée est constituée par le phénomène des algues vertes.

Mais la « modernisation » des années de l'après guerre, et de façon accélérée dans les années 1960 ,a généralisé des méthodes de culture dont les fondements ont reposé sur la mécanisation , l'introduction de variétés végétales et animales sélectionnées pour leur rentabilité, mais du coup fragiles, et nécessitant des traitements issus des sous produits de l'industrie pétrolière, en plein essor (chimie de synthèse) . La destruction du bocage a accompagné ces mutations, détruisant les paysages, les écosystèmes, et ainsi imposant la chimie que les technocrates pensaient capable de se substituer à une nature de plus en plus maltraitée.

Les constats sont dramatiques : eaux de surface et nappes polluées (nitrates, bien sûr, mais tous les résidus des molécules de la chimie, métaux lourds,phosphore, antibiotiques... autant de produits dont on reconnaît le rôle dans la généralisation des cancers, plus globalement dans la dégradation de la santé). L' érosion des sols par l'arrachage irresponsable des haies, des talus, a entraîné à son tour le recours aux intrants (engrais et traitements de la chimie de synthèse), accélérant la perte de la biodiversité des sols (vers de terre, micro organismes...) indispensable à la vie, au développement des plantes, seulement possible par l'apport de ces produits, devenus obligatoires face à la stérilisation généralisée des sols ; On en est arrivé à une agriculture « hors sol » de plein champ !!

C) Les dérives de la spécialisation : autrefois pays de polyculture, la Bretagne a été pressentie pour devenir le vecteur privilégié du profit pour les sociétés capitalistes spécialisées dans l'élevage, DOUX, GLON,CARGILL, GUYOMARCH, EVIALIS, BIGARD, les « coopératives » (dévoyées depuis longtemps des valeurs de leur origine) COOPERL, COOPAGRI, ENTREMONT, LACTALIS, SODIAL,etc..

Ainsi, en est on arrivé à un cheptel de 8,5 millions de porcs, de 80 millions de volailles, de plus de 2 millions de bovins . Le drame est que ces mêmes initiateurs du productivisme capitaliste ont, dès les années 1960, promu les élevages « hors sol », avec la fameuse filière « Maïs », plante dont la puissance en énergie est indispensable à l'engraissement rapide, mais est malheureusement handicapée par la faiblesse en apport protéique, qui doit être compensé avec les compléments alimentaires issus d' animaux, ayant entraîné la dérive de la « vache folle ». A présent, on importe du soja, en majeure partie sud américain, génétiquement modifié à plus de 85% . Ainsi, ce sont près de 3 millions de tonnes de ce soja qui entrent dans les ports bretons (Brest, Lorient, St Nazaire) . Chacun d'entre nous « possède » l'équivalent de 600 M2 (1 terrain de basket), dans ces pays, provoquant là bas une spécialisation mortifère pour la souveraineté alimentaire des populations , sans parler des autres conséquences (pollutions aux pesticides, aux PGM, exode rural forcé...)

D) Les remèdes inefficaces : depuis une vingtaine d'années, les « autorités », poussées par des associations de défense de l'environnement, ont pris conscience de la gravité de la situation, mais, incapables de remettre en question les intérêts des sociétés capitalistes multinationales de l'agro business, et donc de réorienter les méthodes de production, le gouffre sans fond des sommes déversées pour la préservation de l'environnement s'est agrandi au fil des années : les plans « Bretagne eau pure » , depuis une douzaine d'années, ont déjà englouti plus de 1,2 milliard d'€, on en prévoit encore autant, pour qu'en 2015, ou en soit « à un bon état écologique » des eaux ! Si on y rajoute les plans d'aides aux différentes filières en difficulté, (porcs, volailles, lait, fruits..),on atteint des sommets avoisinant les 3milliards d'€ en 10 ans ! On a inventé l'agriculture « raisonnée », les plans de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA), les subventions pour une agriculture « durable », mais tout cela est inutile, puisque le « modèle » agricole capitaliste, basé sur le profit des multinationales n'est pas remis en cause !

NOTRE PROGRAMME : une agro écologie, respectueuse des hommes, et de l'environnement.

I) AMORCER LA SORTIE DU PRODUCTIVISME : le Conseil Régional gère les lycées , et donc peut impulser une restauration scolaire approvisionnée par une production agricole locale, de qualité, excluant tout intrant issu de la chimie de synthèse . En collaboration avec les autres collectivités, il s'agira de généraliser cette restauration scolaire (départements, communes...) L'Etablissement foncier régional se donnera les moyens financiers et législatifs afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en place de fermes, gérées sous forme associative, coopérative, et répondant aux principes de production de l'agro biologie. Cette politique foncière se fera aussi avec la SBAFER (société bretonne d'aménagement foncier et d'équipement rural), afin que la nouvelle politique agricole de la Région puisse être prise en compte. Un plan de sauvegarde de la terre agricole interdira tous les projets immobiliers,

commerciaux, industriels, susceptibles d'amputer de la surface agricole.

Un programme de formation des professionnels de cuisine, et de tous les personnels concernés par l'éducation, exposera les objectifs fixés, vers une alimentation saine, et aussi allégée en protéines animales (voir plus haut l'impasse de la « filière maïs ») : il faut intégrer que l'excès de protéines animales constitue une impasse, car les terres utilisées pour nourrir les animaux manquent aux cultures directement vivrières, chez nous, mais aussi dans les pays pauvres, qui mobilisent des terres pour l'exportation (ex: Amérique du sud pour le soja).

Il faudra aussi que le Conseil Régional puisse, en collaboration avec les services de l'Etat, réorienter la formation initiale des centres de formation agricole, et mettre en place un vaste plan de formation destiné aux agriculteurs en activité, afin de faciliter les reconversions.

II) METTRE EN PLACE L'AGRO ECOLOGIE : nous venons de préciser les modalités de l'action de la Région dans son champ de compétence, les lycées (et plus, collèges et écoles, en accord avec les départements et les communes, l'intercommunalité) . Une agriculture respectueuse des hommes et de l'environnement exclut tout OGM, il faudra s'engager dans une lutte contre les multinationales, les institutions européennes, qui cherchent à les imposer. De la même manière, pour engager la sortie du productivisme de l'élevage, il faudra favoriser, par des aides substantielles, la reconversion d'une partie de l'élevage industriel, vers des productions animales de qualité, à rendement plus faible, mais à plus grande valeur ajoutée, en excluant progressivement l'élevage hors sol, en sortant de la filière maïs, pour la production herbagère, et le retour à des fermes autonomes, débarrassées des intrants de la chimie, du soja sud américain. Par ailleurs, la région mettra en œuvre un vaste programme de replantation de haies, dans le cadre d'un service public de l'environnement, avec reconstruction de fossés, de protection des zones humides, afin de réguler les écoulements des eaux, et de lutter contre les inondations.

III) TAXATION DES POLLUTIONS : cette politique se mettra en place en taxant toutes les activités, agricoles, et autres, qui s'opposent à un retour à un équilibre écologique de qualité, donc les sociétés de l'agro industrie, les produits toxiques utilisés pour les traitements des plantes, des animaux, les compléments alimentaires à base de soja, le soja importé, et les autres compléments alimentaires destinés à l'élevage industriel. Il faudra aussi effectuer des prélèvements sur la grande distribution, à l'origine de la dégradation de la qualité alimentaire, et de la paupérisation des producteurs (une piste, une taxe sur les déchets des emballages dont cette filière n'est pas avare..) . Ces taxations seront à mettre à l'étude, afin de connaître les modalités les mieux adaptées à la mise en œuvre par la Région. En contre partie toutes les structures et filières de productions agricoles de qualité seront aidées.

IV) RECONQUÊTE DE LA QUALITE DES EAUX : seule une sortie du productivisme capitaliste, vers une agriculture de qualité excluant les traitements issus de la chimie de synthèse, pourra assurer que notre région retrouve une qualité des eaux, avec une baisse significative des taux de nitrates et autres résidus toxiques ; il n'existe pas d'autre solution pour régler, définitivement, le problème des algues vertes, dont la prolifération est directement liée aux rejets de productions agricoles, végétales et animales gavées d'intrants. Le retraitement des eaux usées (villes, industries..) fera l'objet d'une attention particulière, au regard de l'efficacité de ces dispositifs, afin de réorienter, partout où ce sera possible, vers le lagunage et la phyto épuration, avec comme objectif de limiter, puis suspendre les épandages des boues résiduelles archi polluées sur les terres agricoles.